



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

22 MAI 2013

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Affaire suivie par Lucile GIOVANNETTI

Tél : 04 72 61 37 79

Fax : 04 72 61 37 24

E-mail : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

## ARRETE

**modifiant et complétant l'arrêté du 13 août 1999 modifié  
régissant le fonctionnement des installations  
de la société RHONE-ALPES ARGENT  
2, rue Henri Becquerel à GENAS.**

*Le Préfet de la Zone de Défense  
et de Sécurité Sud-Est,  
Préfet de la région Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,*

- VU le code de l'environnement, notamment l'article L 512-1 ;
- VU le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

.../...



VU l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 modifié autorisant la RHONE-ALPES ARGENT à exploiter une unité de collecte et de traitement de films négatifs et de bains photographiques usés, dans son établissement situé 2, rue Henri Becquerel à GENAS ;

VU les remarques formulées par la société RHONE-ALPES ARGENT, par courrier du 17 juin 2009 ;

VU la déclaration en date du 11 avril 2011, complétée par courriel du 9 avril 2013, par laquelle la société RHONE-ALPES ARGENT a fait connaître la nouvelle situation administrative de ses installations, consécutive à la modification de la nomenclature des installations classées, introduite par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 ;

VU le rapport en date du 10 avril 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la déclaration susvisée effectuée par la société RHONE-ALPES ARGENT visant à être autorisée, dans le cadre des dispositions fixées par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 précité, à exercer des activités sur son site de GENAS 2, rue Henri Becquerel, relevant des rubriques n° 2714-2, 2718-1 et 2791-2 de la nomenclature des installations classées, est conforme aux dispositions de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT par ailleurs qu'il a été constaté que si les dispositions du point 3.3.7 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 modifié fixent la liste des déchets admis sur le site exploité par la société RHONE-ALPES ARGENT, ceux concernant les *« pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent »* ont été omis ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient de remédier à cette erreur matérielle en intégrant le code déchet 09.01.07 à la liste précitée ;

CONSIDERANT qu'il est établi que ces modifications ne sont pas substantielles et ne créent pas de nuisances ou risques supplémentaires pour l'environnement ;

CONSIDERANT, en outre, que les dispositions prévues par la société ainsi que les prescriptions techniques déjà imposées à l'exploitant par l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 modifié susvisé suffisent à garantir les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu, sans qu'il soit besoin de recourir à la procédure prévue à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement :

- ♦ d'accuser réception des courriers de la société RHONE-ALPES ARGENT en date des 17 juin 2009 et 11 avril 2011 concernant d'une part, la liste des déchets admis dans son établissement de GENAS 2, rue Henri Becquerel et d'autre part, la nouvelle situation administrative de ce dernier au regard du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 déjà cité ;



- ♦ de rendre applicable aux installations concernées les prescriptions de l'arrêté du 13 août 1999 modifié précédemment visé réglementant l'ensemble du site ;
- ♦ d'actualiser la liste des installations classées autorisées ou déclarées exploitées dans l'enceinte de l'établissement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

### ARRÊTE :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Le tableau récapitulatif des activités visées en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 modifié autorisant la société RHONE-ALPES ARGENT à exploiter une unité de collecte et de traitement de films négatifs et de bains photographiques usés 2, rue Becquerel Z.A. à GENAS, est remplacé par le tableau suivant :

Nature des activités	Volume des activités	Rubrique	Classement
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.  La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :  1. Supérieure ou égale à 1 t	Quantité de déchets susceptible d'être présente : <b>35 t</b>  Déchets dangereux liquides : 30 t  Déchets dangereux solides : 5 t	2718-1	A
Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770.  2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	/	2790-2	A
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations	Quantité de déchets traités : 7 t/j	2791-2	DC



visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant :			
2. Inférieure à 10 t/j			
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	Volume susceptible d'être présent : <b>296 m<sup>3</sup></b> PET et films art graphiques positifs : 40 m <sup>3</sup> Appareils jetables photographiques : 6 m <sup>3</sup> Dossiers patients (papiers + radiographies : 150 m <sup>3</sup> Films radiographiques triés : 100 m <sup>3</sup>	2714.2	D
2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>			
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu utilisée : 3 kW	2925	NC

(1) Cls. = Classement : A = autorisation, DC = déclaration avec contrôle périodique, D = déclaration, NC = non classée

## ARTICLE 2 :

Le point 3.3.7 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 modifié est rectifié comme suit :

### "3.3.7 - Déchets admissibles

*Les seuls déchets admis sur cette installation sont répertoriés sous les codes 08.01.99, 08.03, 08.03.08, 08.03.12, 09.01.01, 09.01.02, 09.01.04, 09.01.05, 09.01.07, 09.01.08, 09.01.99 et 15.02.02 de la nomenclature déchets. »*

## ARTICLE 3 :

1. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie et à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant conjointement à l'extrait de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 modifié.

#### ARTICLE 4 :

Délai et voie de recours (article L. 514-6 du Code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- ♦ par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- ♦ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

#### ARTICLE 5 ;

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de GENAS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 3 précité,
- ♦ à l'exploitant.

Lyon, le 22 MAI 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID

Le présent décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

ARTICLE 12

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

ARTICLE 13

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.

Le décret est pris en exécution de l'article 514-6 du Code de l'hygiène.